

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINA—JURISPRUDENȚA—LEGISLAȚIUNE—ECONOMIE POLITICĂ—FINANȚE—SOCIOLOGIE

Director: DEM. I. DOBRESCU
Președintele Uniunii Avocaților din România

COMITETUL DE REDACȚIE:

TR. ALEXANDRESCU <i>Avocat. Fost Magistrat Pro- decanul Baroului de Ilfov</i>	ALEX. CERBAN <i>Profesor la Facultatea de Drept, București</i>	IOSEF G. COHEN <i>Avocat</i>	GR. CONDURATU <i>Fost Consilier la C. de Apel București, Avocat</i>	N. JAC CONSTANTINESCU <i>Președinte la Curtea de Apel din București</i>
RÉNÉ DEMOGUE <i>Profesor la Facultatea de Drept din Paris</i>	V. DONGOROZ <i>Confer. la Facult. de Drept din Buc. Avocat</i>	CONSTANT IONESCU <i>Avocat, al Statului. Doctor și Laurent în Drept Paris</i>	ALFRED JUVARA <i>Profesor Universitar Avocat</i>	Dr. ȘT. LADY <i>Membru în Consiliul Legislativ</i>
C. SIPSOM <i>Profesor la Facultatea de Drept, București</i>	C. STOEANOVICI <i>Dr. în Drept din Paris Avocat</i>	GR. TRANCU-IAȘI <i>Fost Ministru al Muncii Avocat</i>	P. VASILESCU <i>Profesor Universitar Avocat</i>	AL. VELESCU <i>Dr. în drept din Buc. Avocat</i>
				I. GR. PERIȚEANU <i>Avocat</i>
				ALBERT WAHL <i>Profesor la Facultatea de Drept din Paris</i>

Secretar de redacție: E. C. DECUSARĂ, Dr. în Drept din Paris. Directorul Statisticii Judiciare.

Membrii corespondenți pentru Paris: EDOUARD LEVY și SILVIU KRAINIC, D-ri în Drept, Avocați, Paris.

Membrii corespondenți pentru Polonia: EMIL ST. RAPPAPORT, Președinte la Curtea de Casație din Varșovia.

ABONAMENTUL	
Un an p. B-ci, Case com., Autorit.	1400 lei
„ Avocați	1000 „
„ Magistrați	800 „
6 luni prețul de sus pe jumătate	

APĂRE ODATĂ PE SĂPTĂMÂNĂ
In lunile Iulie și August
Apăre odată la două săptămâni
Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția și Administrația
București Strada Artei No. 5
Lângă Palatul Justiției
TELEFON 13/29

S U M A R

- *Le loi sur la vente à crédit des machines industrielles, agricoles et des autovehicules* par Me. Iosif G. Cohen.
- *Reflexiuni pe marginea Legii asupra Concordatului preventiv*, de Stelian Ionescu;
- *Curierul* unei luni ianuarie, de Eugen Petit;

JURISPRUDENȚE :

— Curtea de Casație s. I: *Iancu Chitres* cu *Direcția Generală C. F. R.* (Intreprinderi de transport. Acte de comerț. Quasi-delicte derivind din, sunt acte de natură comercială. Aplicațiune la accidente pe C. F. R.), cu o *Notă* de E. Christoforeanu;

— Idem: *Ion N. Florviu* cu *G. B. Chiru ș. a.* (Copii naturali. Recunoașterea lor de către tată prin actele de naștere. Lipsă de recunoaștere din partea mamei, Căsătorie subsequentă fără legitimare. Nu există legitimitate. Art. 504 c. civil), cu o *Notă* de Prof. Al. Cerban.

A apărut: **CODUL ADMINISTRATIV** adnotat de d-l. *Paul Negulescu*, Profesor de drept public la Universitatea din București, *Romul Boilă*, profesor la Universitatea din Cluj și *Gh. Alexianu*, Profesor la Universitatea din Cernăuți cuprinzând: Legea pentru organizarea ministerelor; Legea pentru organizarea administrației locale; Legea pentru organizarea jandarmeriei rurale; Legea pentru organizarea poliției generale a Statului; Legea asupra contabilității publice; Legea pentru organizarea Inaltei Curți de Conturi; Legea pentru organizarea administrațiunii municipiului București; Regulamentul de aplicarea legii de organizare a administrațiunii locale; *Prețul 500 lei*:
In depozit la „Curierul Judiciar”.

A apărut: **LEGILE FISCALE DIN DEC. 1929** (Bibl. Legilor Uzuale Adnotate No. 59).

La loi sur la vente à crédit des machines industrielles agricoles et des autovehicules

par

Me. Iosif G. Cohen,

Avocat, Conseiller au Conseil législatif., Membre au Comité de Redaction du „Curierul Judiciar”

In ultimul timp mișcarea noastră de unificare legislativă s'a îmbogățit cu două legi importante și anume:

1. — *Legea asupra vânzării mașinilor industriale, agricole și de autovehicule și*

2. — *Legea asupra concordatului preventiv.*

De oarece în jurul lor s'au ivit oarecari critici justificate de natura intereselor ce le-au inspirat, dl avocat Iosif G. Cohen membru și în comisiunea de legiferare, a început publicațiunea în revistele străine a unor articole lămuritoare a adevăratului lor interes.

Pentru a fi folositor cititorilor săi, „Curierul Judiciar” reproduce unul din aceste articole chiar în limba franceză spre a nu altera prin traducere sensul și valoarea lui.

A la suite de la grande guerre européenne, la Roumanie a réuni à l'ancien royaume toutes les provinces qui lui avaient appartenu jadis et qui, en grande majorité, sont encore peuplées par des roumains: la Transsylvanie, la Bucovine et la Besarabie, en formant ainsi la Grande Roumanie.

La solution de ce problème historique a eu pour résultat non seulement l'élargissement des frontières, mais l'union de tous les roumains qui au cours des siècles avaient subi la domination étrangère: austro-hongroise et russe. Comme ces provinces étaient régies, en ce qui concerne la législation, par

les lois du pays auquel elles avaient appartenu, en Bessarabie s'appliquant le droit russe, en Bucovine le droit autrichien, en Transsylvanie le droit hongrois, tandis que dans l'ancien royaume on avait le droit roumain, le premier souci des hommes d'Etat a été de pourvoir à ce que toutes ces provinces habitées par des roumains soient gouvernées dans leur vie juridique par les mêmes principes de droit, correspondant à une même conscience, à une même direction de la pensée, propres à l'âme roumaine.

La nouvelle Constitution de 1923 préconise cette unification de législation et dans ce but elle prévoit la création du Conseil législatif, dont le rôle est de pourvoir à la confection et la coordination des lois et de leurs règlements généraux d'application et surtout de préparer l'unification législative, en harmonisant les intérêts en jeu et les quatre différents régimes législatifs en vigueur. Le Conseil législatif fonctionne en vertu de la loi du 26 février 1925.

C'est alors que la question se posa de savoir quels principes devaient être appliqués pour la réalisation de l'unité législative. Etendre tout simplement dans ces provinces l'application du droit roumain, sans aucune modification ou, au contraire, essayer, après que le Conseil législatif eut étudié les législations des provinces réunies, d'harmoniser ces législations avec les lois roumaines et créer un code unique pour toute la Grande Roumanie. Cette dernière idée a prévalu, exception faite pour la Bessarabie, où l'on a tout de suite appliqué le code de commerce et le code pénal roumains, en écartant les lois russes sur ces matières.

En vue de l'unification poursuivie, le Conseil législatif a déjà présenté au Gouvernement un projet de code pénal unifié; une loi spéciale a unifié les dispositions de procédure civile; le projet de code de commerce est terminé, le code civil est en cours d'élaboration.

Cependant, comme il y avait certaines matières qui, tout en devant faire partie des différents codes, exigeaient une solution urgente, on s'est vu amené à faire aussi des unifications partielles.

Dans cette brève étude je m'occuperai de deux lois appartenant à cette catégorie: „La loi sur la vente à crédit des machines industrielles, agricoles et des autovéhicules“ du 2 Août 1929 et „La Loi sur le Concordat préventif“ du 10 Juillet 1929.

Ces deux lois sont dues à l'initiative et ont été élaborées sous la présidence de Monsieur le Ministre de la Justice Gr. Junian qui dans l'exposé des motifs annonce que dans le plus bref délai seront votés le code de commerce en son entier, ainsi que le code des obligations et des contrats du droit

civil, en unifiant ces matières au point de vue international.

I

La loi sur la vente à crédit des machines, industrielles, agricoles et des autovéhicules.

Cette loi a eu pour but en premier lieu d'encourager les exploitations agricoles, en donnant à l'agriculteur la possibilité de se procurer des machines payables par termes, le paiement du prix étant assuré au vendeur par un privilège. La Roumanie étant un pays agricole, il fallait assainir ce commerce et faciliter aux propriétaires l'achat de l'inventaire nécessaire à leur exploitation.

Comme d'autre part l'industrie avait pris, surtout après la guerre, un développement important dans notre pays, et que les machines constituent un des éléments essentiels de cette branche d'activité, des mesures s'imposaient, là aussi.

La nécessité de réglementer la vente des autovéhicules se fit également sentir le dernier temps et en général l'achat à crédit des objets mobiliers devait être facilité, en respectant le privilège du vendeur.

Si on avait gardé les principes du contrat de vente tels qu'ils sont posés dans le code civil et le code de commerce, ces ventes seraient restées sous l'application du droit commun, ce qui aurait empêché leur développement en harmonie avec les nécessités de l'époque actuelle.

Pour les machines industrielles il y avait dans le code de commerce les dispositions de l'article 783, 3-e alinéa, qui assurait au vendeur le privilège pour la partie du prix restant due, à la condition que l'acte de vente soit transcrit dans les registres du Tribunal de la situation de l'immeuble où les machines étaient placées. Mais ce privilège était créé seulement pour les cas de faillite et ne solutionnait pas les autres difficultés. Quant aux autres contrats de vente, ils n'étaient réglementés qu'en droit commun. C'est pourquoi une loi spéciale s'imposait d'urgence.

Dans la pratique, pour garder au vendeur une sorte de privilège, surtout dans la vente d'automobiles, on a remplacé le contrat de vente par une série d'autres contrats, comme le contrat de location, de prêt sur gage, de vente à réméré; mais tous ces contrats ne garantissaient pas suffisamment les droits du vendeur, car ils pouvaient donner lieu à des interprétations différentes.

Ainsi donc, pour inciter les fabricants étrangers, pour leur assurer un débouché important dans notre pays, en leur garantissant un privilège pour le reste de prix dans les ventes à crédit qu'ils auraient faites chez nous, et en particulier pour

venir en aide aux agriculteurs, aux industriels et aux propriétaires d'autovéhicules, la loi du 2 Août 1929 réglemeute d'une manière parfaitement efficace ces contrats de vente.

Les idées dominantes de cette loi sont au nombre de deux:

1) La réserve de propriété en faveur du vendeur dans les ventes mobilières, quoique les objets soient passés dans la possession de l'acheteur.

2) Le déplacement du risque, du vendeur à l'acheteur, du moment où l'objet est passé dans sa possession, quoique la propriété soit réservée au vendeur.

On sait que d'après les principes de droit commun, la vente est parfaite en droit roumain, du moment où les parties sont tombées d'accord sur l'objet et le prix. A partir de ce moment les risques sont pour l'acheteur et le vendeur de l'objet mobilier qui en a fait la tradition n'a aucun privilège pour le paiement du prix restant dû.

Pour écarter ces principes et leurs effets en matière de contrat de vente, on a prévu par la loi les deux exceptions indiquées plus haut, nonobstant le fait que l'acheteur soit entré en possession de l'objet et qu'il en fasse usage.

Mais comme en matière de meubles possession vaut titre, le législateur a dû soumettre de pareils actes à une publicité obtenue par l'authentification de l'acte et sa transcription dans le registre du Tribunal du domicile du vendeur, ainsi que le registre de la Mairie de la commune où seront placées les machines agricoles ou industrielles, avec une description détaillée des conditions de vente, l'identité de la machine etc.

La machine étant utilisée par l'acheteur, est soumise de ce fait à des risques divers, l'acheteur doit les supporter, même les cas de force majeure prévus et non prévus, le vendeur ayant la faculté d'obliger l'acheteur à assurer la machine, ou de l'assurer lui-même au moment de la livraison, pour le compte de l'acheteur.

Des difficultés pouvaient naître au moment où, le terme du paiement étant échu, l'acheteur ne payait pas. En vue d'une réalisation facile des droits du vendeur, la loi lui permet ou bien de considérer le contrat résolu et de reprendre la machine à un prix évalué par un expert d'après son état sa valeur à ce moment-là, ou bien de vendre la machine pour le compte de l'acheteur, celui-ci restant dans les deux cas responsable de la différence.

Pour faciliter les formes, on a simplifié la procédure de la vente; elle a été attribuée à la compétence du juge de paix qui, à la demande du vendeur, ordonne la mise sous séquestre de la machine, sous la garde d'un tiers jusqu'à la vente, celle-

ci pouvant être effectuée à la Bourse ou dans un marché, selon la décision du juge.

L'acheteur ne peut faire opposition à la vente que dans un délai de cinq jours et pour le motif, prouvé par lui, qu'il a versé le prix. Une fois la vente effectuée, la somme réalisée est attribuée au vendeur, jusqu'à concurrence du prix encore dû.

Si le vendeur préfère reprendre la machine, l'acheteur ne peut non plus s'y opposer. La machine est évaluée par un expert comme il a été montré, par suite d'une ordonnance du juge de paix.

Un seul danger restait, celui de l'aliénation de l'objet vendu: machine industrielle, agricole, autovéhicule, par l'acheteur, dans quel cas le tiers acquéreur de bonne foi pouvait s'opposer avec succès à l'annulation de la vente. Pour écarter ce danger, la loi a créé un délit du fait de l'acheteur qui vendrait la machine avant de l'avoir payée et même du fait du tiers acquéreur qui l'aurait acquise sans avoir consulté le registre de transcriptions. L'acheteur commettra de même un délit toutes les fois qu'il aura détérioré volontairement la machine, dans le but de frustrer le vendeur de la garantie que lui a accordée le législateur.

Pour les machines industrielles, le législateur a dû prévoir une disposition spéciale, dans le sens qu'elles gardent leur caractère mobilier même au cas où elle seraient devenues immeubles par destination, du fait de leur incorporation à un immeuble.

A l'égard des tiers acquéreurs, les exceptions en faveur du vendeur dérivant de la loi gardent leur effet pendant un délai de cinq ans à partir de la transcription de l'acte, le législateur ayant présumé que jusqu'à cette date tout reste de prix sera acquitté ou les mesures d'exécution effectuées.

Pour protéger l'acheteur aussi, le vendeur ne peut procéder à l'exécution avant que deux versements consécutifs soient restés impayés.

Si la machine a été aliénée, de n'importe quelle manière, le vendeur a une action directe en revendication contre le tiers acquéreur, sans autre preuve que la réserve de propriété conservée par l'effet de la loi et la transcription de l'acte de vente.

Pour les acheteurs d'automobiles on a prévu la peine de prison dans les cas où la demande du permis de circulation de la machine n'a été accompagnée d'une copie de l'acte d'achat du véhicule, pour établir la réserve de propriété, si elle existe.

Comme il a été montré, le législateur s'est surtout préoccupé des machines agricoles, industrielles et des autovéhicules. Pour ces ventes il a réservé au vendeur la propriété, dans les formes et conditions expliquées.

Application de la „réserve de la propriété“ aux ventes d'autres objets meubles.

Cependant, comme dans la vie économique et commerciale d'autres ventes de meubles peuvent aussi intéresser la circulation des biens, la loi, par une disposition catégorique et pour trancher toute controverse en droit sur cette question, a reconnu la validité de la clause spécifiant la réserve de propriété.

Sous l'empire du droit commun on discutait la validité d'une pareille clause pour toutes ventes d'objets meubles, puisque les meubles peuvent être aliénés par la transmission de la possession, celui qui a la possession étant considéré comme propriétaire. De ce fait, la clause réservant la propriété au vendeur devenait inefficace vis-à-vis des acquéreurs de mauvaise foi.

Le législateur ne pouvait pas aller trop loin dans cette matière et organiser chaque catégorie de vente d'objets meubles, ces ventes n'ayant pas un caractère d'intérêt général et les difficultés juridiques ainsi que les conflits qui surgissaient à l'occasion de l'application de ces contrats ne pouvant pas être aisément résolus, surtout en ce qui concerne les tiers acquéreurs de bonne foi. Néanmoins, pour encourager la vente de tous objets meubles, le législateur a résolu en partie le problème, prévoyant la validité de la clause de réserve de propriété dans de contrats pareils, de même que l'application, à ces ventes aussi, des dispositions pénales contre les acheteurs qui auraient aliéné l'objet avant de l'avoir payé, le délit étant assimilé à l'abus de confiance.

De cette façon, la clause de réserve de propriété produit ses effets dans ces ventes aussi et elle peut facilement être appliquée en cas de faillite ou de déconfiture du débiteur, en distrayant sur la demande du vendeur les objets impayés, de la masse de la faillite ou de la poursuite dans le patrimoine du débiteur, vu qu'il s'est réservé la propriété et qu'il est resté propriétaire.

Cet effet de la loi, qui donne au vendeur la possibilité, en vertu d'un acte prévoyant la réserve de propriété, de faire valoir ses droits, de même que la sanction du délit d'abus de confiance dont se rend passible l'acheteur qui a aliéné l'objet avant d'avoir acquitté intégralement le prix dû, garanti en grande partie le vendeur d'objets meubles, surtout des marchandises, même si l'acte de vente n'est pas authentifié ou transcrit conformément à la loi. Pour la validité de la clause, il suffit qu'une telle mention soit faite dans les factures.

Nous estimons que cette loi a réalisé un progrès vis-à-vis des législations sur la même matière existant dans d'autres pays, dans le sens que, renfermant de dispositions plus larges, elle a établi la

validité, non contestée en droit de la clause de réserve de propriété, pour toutes ventes d'objets meubles. En particulier, comme loi unifiée sur le territoire de la Grande Roumanie, elle a facilité les transactions entre les habitants des différentes provinces réunies à l'ancien royaume. Elle a aussi et surtout affermi puissamment le crédit à l'étranger, car les fabricants de machines agricoles, industrielles et d'autovéhicules pourront, en toute sécurité, placer les produits de leurs industries dans notre pays, en bénéficiant des dispositions de cette loi. Du même coup, les acheteurs auront la possibilité d'acquérir ces machines, ce qui fera progresser l'agriculture, l'industrie et le commerce des autovéhicules.

I. COHEN

(Va urma)

REFLEXIUNI PE MARGINEA LEGII ASUPRA CONCORDATULUI PREVENTIV

In fraudem saevire; bonae fidei indulgere.

I. Observațiunij preliminare. — II. Cauzele generale cari justifică menținerea instituțiunii concordatului preventiv în legislațiunea română. — A. Cauze istorico-sociale. — B. Cauze economice generale. — III. Critica situațiunii economice speciale din România. — IV. Critica legii Iunian asupra concordatului preventiv; date statistice.

I. Observațiuni preliminare

În contra instituțiunii concordatului preventiv, introdus în legislațiunea română prin legea Iunian din 10 Iulie 1929, se duce o campanie de presă atât de vie încât pare a fi stârnit un puternic sentiment de îndoială generală cu privire la bunele rezultate de limpezire a vieții noastre comerciale și industriale ce se așteptau dela această lege. Credința noastră este însă că această campanie, din sursă în special bancară, nu este, în cea mai mare parte, justificată; dimpotrivă, *rebus ipsis et humanis necessitatibus*, socotim, după cum am susținut și în lucrarea noastră: *Legea asupra concordatului preventiv*, comentată și adnotată, Ed. Curierul Judiciar, p. 49, că această instituțiune, *conștiincios* aplicată, este de natură a aduce „o reală și eficace ușurare a comerțului românesc, sugrumat de actuala criză economică, și odată limpezită situațiunea comerțanților, eliminându-se elementele parazitare prin refuzul de a li se acorda beneficiul concordatului preventiv, sperăm că industria și comerțul românesc, reaşezându-se pe adevăratele baze, vor lua un nou avânt spre a repune din nou economia națională pe picior de egalitate în concertul vieții economice internaționale“.

Trebue totuș să recunoaștem că, în fapt, actuala lege asupra concordatului preventiv a întâmpinat, în viața noastră comercială, o atmosferă *neeconomică* cu totul excepțională: pe de o parte un *spirit de camătă și de fiscalitate excesive*, iar pe de alta o *dispariție quasi generală a sentimentului de îndeplinirea obligațiilor contractate sau legale*; și, evident. într'o asemenea atmosferă *neeconomică*, era natural ca aplicațiunea legii asupra concordatului preventiv să producă, în mod respectiv, pe de o parte protestul, aproape unanim, al bancherilor, fie români sau străini, cari își văd astfel interesele lor mult periclitate, iar pe de alta abuzul repetat al acelor comercianți de *rea credință*, de altfel destul de numeroși, cari vor să tragă un profit nejustificat din aplicarea acestei legi făcând oferte de concordat *ilegitime*, adică în disproporție vădită cu posibilitățile lor patrimoniale de plată.

Dar aceste dificultăți nu justifică nicidecum condamnarea *de plano* a concordatului preventiv, ca instituțiune juridică.

Dimpotrivă, criza de față învederează, cu un cuvânt mai mult, că acest singur mijloc adecuat de prevenire a falimentului — material și moral — a venit mult prea târziu, după ce echilibrul economic s'a produs, luând proporțiile actuale. iar în al doilea rând că tocmai această criză acută, pe care țara noastră nu o merită, reclamă în mod imperios necesitatea menținerii acestei instituțiuni, cu modificările cuvenite, ca fiind singurul mijloc juridic eficace de purificare a comerțului și industriei naționale fără a le distruge aplicând procedura inevitabilă a falimentului, care ar deveni astfel quasi general. Și, în cele ce urmează, vom vedea cari sunt:

II. — Cauzele generale cari justifică menținerea instituțiunii concordatului preventiv în legislațiunea română

Aceste cauze, de sigur, sunt multiple și în special de ordin economic; de aceea, în general, ele scapă interpretului jurist pentru a forma obiectul preocupărilor speciale ale factorilor competenți cari se ocupă cu politica economiei naționale și sociale. Cu toate acestea ne vom îngădui, în limita putințelor noastre de observațiune, să facem aci următoarele reflexiuni cu privire la cauzele generale economice și sociale cari justifică, după modesta noastră credință, menținerea instituțiunii concordatului preventiv în legislațiunea română.

A. — Cauze istorico=sociale

În primul loc este de reținut că, din punct de vedere istoric, încă din timpurile romane, legiuitorul a fost preocupat, *humanitatis causa*, de ideea de a preveni rigorile personale ale insolvenței față de debitorul de bună credință. Astfel se știe că străvechiul principiu: *qui non habet in aere luat in corpore* a devenit în curând impopular în societatea romană, cu moravuri mai puțin aspre, și că, în urma

legii *Poefelia Papiria* din 428, care a atenuat mult efectele procedurii *manus injectio*, debitorul insolubil putea scăpa de constrângerea corporală grație procedurii *bonorum venditio*, o procedură colectivă care constituie punctul de plecare al organizării falimentului modern, afară de cazul când mai rămânea un reliquat pentru care era supus aceleiași execuții asupra persoanei sale. Dar *venditio bonorum*, ca și falimentul de azi, producea *infamia* debitorului, infamie de care nu putea scăpa de cât obținând de la creditorii săi o reducere sau iertare de datorie pentru care legea: D. 2, 14, *De Pactis*, 7, 17, cerea consimțământul *unanimității* creditorilor.

Ceia ce apare însă curios în concepțiunea romană este faptul că, în vederea conservării bunei reputații a defunctului (*conservatio famae defuncti*) legea, prin două rescripte imperiale: unul din vremea lui Antonin și altul din epoca lui Marcus Aurelius, acorda morților cea ce nu acorda viilor: da dreptul moștenitorului, pentru a evita vinderea în bloc a bunurilor succesoriale de către creditorii lui *de cuius*, de a accepta succesiunea acestuia cu condițiunea de a nu fi ținut decât în parte pentru datorii, scăpând astfel pe defunct de: *ignominia quae accidit ex venditione bonorum*.

În acest scop intervenea între moștenitori și majoritatea creditorilor un *pactum ut minus solvatur*, pact care se încheia sub protecțiunea pretorului care, prin decretul său, trebuia să consfințească voința majorității creditorilor *deciesuo suo sequi majoris partis voluntatem*, obligatorie și pentru minoritatea disidentă, cea ce echivala cu omologarea modernă; iar printr'un asemenea pact, pe lângă reducerea datoriilor, moștenitorul obține în favoarea lui *de cuius*, și scăparea acestuia de infamia legată de procedura *venditio bonorum*.

Se vede, prin urmare, afinitatea ce există între acest *pactum ut minus solvatur* și concordatul preventiv din epoca modernă de care cel dintâi se deosebește numai prin aceea că beneficiul acelui pact era instituit doar în favoarea bunei reputații a celor morți.

Pe de altă parte dreptul roman a mai cunoscut și alte două instituțiuni în favoarea debitorilor insolvenți de bună credință și anume: *cessio bonorum* sau abandonul de activ și moratoriul sub formă de păsuri generale: *literae respirationis* sau *inducies quinquenales*, ce se acordau *per rescriptum principis*, despre cari ne-am ocupat mai pe larg în lucrarea noastră despre Concordatul Preventiv.

Aceste două instituțiuni au fost apoi conservate și aplicate și de către dreptul evului de mijloc. Și, cea ce este demn de remarcat, este faptul că însuși falimentul, care la origină constituia prin el însuși un delict foarte sever sancționat penalicește, a urmat aceeași linie de evoluție indulgentă, omenească, în sensul că, perfecționându-se, această din urmă instituțiune a devenit ea însăși un mijloc de a veni în ajutorul

debitorului de bună credință obligat să-și lichideze patrimoniul său. Iar în sensul acestei evoluțiuni se pot cita și unele dispozițiuni din vechile noastre legiuri.

Astfel art. 11 din Cap. VIII din codul Caragea: Pentru împrumutare și datorie, prevede un „soroc” de maximum 4 luni pentru datornicul „ce n'a plătit și va cere soroc”; iar prin art. 15 din acelaș Cap. codul Caragea prevede că atunci „când un datornic va moftuzi să se tragă la judecată și de va dovedi pagubele sale înființate, să afle de la creditorii lui *milostivire*; iar de nu să se învinovătească ca un moftuz prefăcut”. În 1840 în Muntenia și în 1864 în Moldova a fost tradusă și adoptată legea franceză din 1838 asupra falimentului care, din cauza influenței protivnice a lui Napoleon cu ocazia preparării codului comercial francez de la 1807, nu conținea nici o urmă de „*milostivire*” în favoarea debitorilor, astfel cum prevedeau vechile noastre legiuri; iar în 1887 a fost introdus în legislațiunea română sistemul codului comercial italian potrivit căruia nu există alt mijloc de prevenire a falimentului de cât moratoriul antefalimantar, înlocuit în Italia prin legea de la 1903 asupra concordatului preventiv, moratoriu ale cărui dispozițiuni erau dintre cele mai imperfecte.

În lumina acestei tendințe, evident, concordatul preventiv apare ca o instituțiune juridică impusă de ritmul istoric al unei evoluțiuni de origină străveche, care cinstește, prin spiritul său umanitar, aproape unanimitatea legiuirilor moderne ale tuturor popoarelor civilizate (v. lucrarea noastră supra citată, p. 13 și urm.) și legiuitorul român de la 10 Iulie 1929, conformându-se în deosebi și unei imperioase necesități de a salva cât mai urgent comerțul și industria română de sub povara crizei economice actuale, nu a făcut de cât să intre în ritmul inexorabil al acestei evoluțiuni, cu atât mai mult cu cât complexitatea din ce în ce mai crescândă a vieții economice moderne implică un risc economic și social din ce în ce mai grav.

B. — Cauze economice generale

În afară însă de această linie umanitară de evoluție a spiritului legislațiunilor moderne, care onorează desigur genul uman, extensiunea instituțiunii concordatului preventiv aproape în unanimitatea legislațiunilor popoarelor civilizate se datorește, fără îndoială, în cea mai mare parte, unui fenomen inextricabil de solidaritate economică, și deci socială, produs în special de complexitatea economică crescândă a secolului al XIX, socolul mașinismului și al concentrațiunilor comerciale și industriale.

În adevăr, se știe că, în condițiunile actuale ale pieții comerciale, jocul diferențelor de curs sau de preț al mărfurilor sau valorilor schimbate este foarte sensibil. O nouă descoperire științifică sau economică ori o nouă grupare de producțiune sau de exploatare comercială *concentrate*, fără a mai vorbi și de

conflictele politice între state cu grave repercursiuni economice, sunt adeseori de natură să producă adevărate dezastre în lumea comercianților și industriașilor, cărora de multe ori nu li se poate altceva imputa de cât poate numai faptul de a fi căzut onorabil, *cu bună credință*, într'o implacabilă luptă peste puterile lor economice de rezistentă. Iar de aci, din acest latent războiu economic, dat fiind că, în general, *les affaires c'est l'argent des autres*, consecința fatală ar fi de sigur falimentul tuturor acelor comercianți sau industriași cari au căzut într'o astfel de luptă în care de foarte multe ori adversarul lovește în mod surd, cu mijloace oculte, și adeseori pe la spate, sau poate chiar în mod inconștient. Și e suficient a ne gândi în acest sens, fără a mai vorbi de *concurența* de toate zilele dintre comercianți, la marile lovituri de bursă, uneori cu grave repercursiuni chiar mondiale, din care unele categorii de interprinderi de comerț sau de producțiune ies dacă nu complect ruinate în orice caz grav avariate, pentru a ne convinge de acest lucru.

În aceste condițiuni, incontestabil, legiuitorul prevăzător trebuie să țină, în vederea interesului general, o cumpănă *egală* între toți factorii naționali de producțiune evitând, pe cât mai mult posibil, falimentul celor învinși sau deprimați în primul rând fiindcă falimentul tinzând neapărat la lichidare este, din acest punct de vedere, o instituțiune antieconomică, în răspărul interesului general; iar în al doilea rând pentru că foarte adeseori chiar învingătorul, luptând de multe ori cu mijloace ruinătoare spre a învinge, este și el tot un învins economic astfel că, în atari condițiuni interesul general este nu de a lichida comerțul sau o industrie ajunsă astfel într'o situațiune economică dificilă, ci, dimpotrivă, de a putea fi salvate, salvare pe care celelalte instituțiuni cunoscute de diferitele legislațiuni moderne și anume: moratoriul, lichidațiunea judiciară, și cesiunea judiciară de bunuri sau abandonul de activ nu o pot oferi.

Moratoriul, admițând chiar că procedura sa ar fi perfecționată și că acordarea sa ar fi subordonată unei majorități importante, obligatorie, a masei creditorilor, constituind doar o păsuire generală, și neputând fi și remisoriu, nu concordă întotdeauna cu adevărata stare patrimonială a comerciantului debitor. Iar lichidațiunea judiciară, astfel cum este reglementată de legea franceză din 4 Martie 1889, precum și cesiunea judiciară de bunuri, prezintă acelaș inconvenient ca și falimentul: lichidarea comerțului, cu singura deosebire că aceste două instituțiuni nu produc rigorile personale caracteristice falimentului.

Singură instituțiunea concordatului, ca mijloc preventiv de faliment, oferă deci cele mai multe avantagii: pe de o parte ea poate servi tot așa de bine ca și moratoriul ca mijloc de păsuire generală când oferta de concordat este sută în sută sau majori-

tatea legală impune această condițiune prin actul de concordat, în care caz avem un *concordat morator*; pe de altă parte nimic nu se opune, pentru a se evita o lichidațiune falimentară, ca prin actul de concordat să se prevadă, ca o *clauză concordatară*, necesitatea și modul de lichidare al patrimoniului comerciantului, în care caz avem de a face cu un *concordat de lichidare*. În acest sens se poate cita de altfel și dispozițiunea expresă din art. 1 al. IV din legea asupra concordatului preventiv din 10 Iulie 1929 care prevede că „Societățile comerciale legal constituite, *chiar în stare de lichidare*, vor putea face cerere de concordat”; iar pe deasupra concordatul preventiv se poate încheia și la o cotă sub valoarea integrală a creanțelor chirografare, până la minimum 50%, în raport cu posibilitățile patrimoniale de plată ale debitorului, în care caz avem de a face cu un *concordat remisoiu*.

Prin urmare, procedura concordatului preventiv este o instituțiune juridică destinată a evita efectele dezastruoase ale falimentului, capabilă de a se modela oricărei situațiuni economice a debitorului *de bună credință*, astfel că din acest punct de vedere ea este incomparabil superioară celorlalte instituțiuni cunoscute până acum ca mijloace preventive de faliment.

Se impune însă, pe de o parte, ca legiuitorul să prevadă în lege toate măsurile și posibilitățile juridice de a se înfrâna fraudă, pentru ca această instituțiune să nu degenereze în abuz, devenind un mijloc încorect de îmbogățire nelegitimă a comercianților de rea credință, iar pe de alta ca însuși creditorii și justiția, *cunoscând spiritul instituțiunii*, să constrângă pe debitorii *în situațiune de a cere concordat preventiv* să facă *oferte legitime* sub sancțiunea de a li se refuza concordatul și de a fi eventual declarați în stare de faliment. Și, din acest punct de vedere, dacă legea Iunian cuprinde unele importante imperfecțiuni, trebuie să recunoaștem în acelaș timp că *spiritul* acestei legi nu este îndeajuns de pătruns spre a se evita numeroasele abuzuri ce s'au încercat de unii comercianți de rea credință.

Dar despre aceste chestiuni ne vom ocupa infra; aci vom mai releva numai, după cum am dezvoltat pe larg și în lucrarea noastră despre Concordatul Preventiv, p. 20 și urm., că această instituțiune nu este numai un *beneficiu* acordat de lege debitorului de bună credință, dar și o măsură de protecțiune a interesului general al creditorilor spre a-i sustrage de la riscul grav al lichidațiunilor falimentare extrem de dăunătoare și pentru economia generală sau ordinea publică.

III.—Critica situațiunii economice speciale din România

Din cele ce preced s'a putut desigur observa că exercițiul comerțului și industriei, chiar în condițiunile economice *normale* ale pieței moderne, comportă

un risc special, *connatural* acestor condițiuni, și anume riscul: *faliment* care, în afară de faptul că a început să devină obiect de asigurare, similar cu orice altfel de asigurare în contra daunelor, tinde a forma și obiectul unor preocupări deosebite din partea legiuitorului din toate țările în sensul de a-i evita sau atenua efectele, evitând însăși producerea sinistrului. Așa se explică de pildă prezența instituțiunii concordatului preventiv în mai toate legislațiunile civilizate și mai ales dispozițiunea din legiuirile de obârșie anglo-saxonă — popor eminamerte comercial și industrial — grație căreia propunerea de concordat preventiv constituie o fază preliminară *obligatorie* pentru deschiderea procedurii de faliment.

Dar, în contra acestei situațiuni a economiei moderne, se susține că, în țara noastră, moravurile comerciale nu sunt la înălțimea moravurilor comerciale străine, sentimentul îndeplinirii obligațiunilor contractate este perimat și, în atări condițiuni, atmosfera economică din România este improprie instituțiunii concordatului preventiv; iar acest limbaj este ținut în special de lumea bancară, astfel cât transpiră cel puțin din campania de presă ce s'a făcut în jurul acestei chestiuni, al cărei capital — propriu ori străin, depuneri și reescont — se află, cum este și natural, investit în majoritatea întreprinderilor noastre comerciale și industriale.

Acest limbaj ni se pare însă, în cea mai mare parte, nejustificat. În primul rând se știe că, mai înainte de a se produce degrengolada noastră financiară, care într'adevăr a surprins comerțul românesc, moravurile noastre comerciale își dobândise un loc important pe piața internațională a cărei încredere sporea mereu față de conduita comercianților și industriașilor noștri; dovadă tocmai caracterul înfloritor al comerțului nostru dinainte de răboiu și marea masă a datoriilor comerciale în străinătate care au trebuit să fie apoi aranjate, din cauza dngrengoladei financiare, prin diferitele legi referitoare la plățile în valută forte.

Prin urmare, de lipsă de moravuri oneste comerciale, pe cât este omenește posibil, de oare ce după vechea zicătoare „nu există pădure fără uscătură”, nu se poate vorbi decât în această epocă prelungită de criză economică, situațiune care dacă trebuie să îngrijoreze pe legiuitorul român, nu trebuie să-i ridice însă încrederea în renașterea onestității moravurilor comerciale odată cu dispariția treptată a acestei crize și limpezirea situațiunii economice a comercianților, onestitate de care poporul român a dat și va da încă dovadă. Legiuitorul român este deci dator să intervină cu încredere, metodic — așteptând efectele în timp — și în mod energic, cu toate mijloacele de îndreptare a acestei stări și printre aceste mijloace este în-

contestabil și instituirea concordatului preventiv despre a cărei superioritate ne-am ocupat supra.

În afară însă de aceste considerațiuni, mă îndoiesc dacă lumea noastră bancară are calitatea morală de a pune mâna pe piatră și a svârli cu atâta asprime în lipsa de moravuri oneste comerciale a industriașilor și comercianților români la a căror situațiune precară a contribuit, alături de o fiscalitate excesivă, în cea mai mare măsură.

În adevăr, imediat după război, odată cu inflațiunea fiduciară, — la care trebuie să se adauge și inflațiunea celorlalte valori-hârtie cari au suprasaturat piața mondială și se manifestă acum prin marile crăhuri dela diferitele burse din lume— comerțul bancar a luat o dezvoltare neobișnuit de mare; la fiecare colț de stradă se nașteau câte o altă bancă al cărei scop era, nu numai speculațiunea valutară, dar și o excesivă rentabilitate sub formă de dobânzi uzuare și comisioane, în majoritate capitalizate la rândul lor prin sistemul contului curent, a plasamentelor de capital la diferiți comercianți și industriași, rentabilitate *anormală* care, supusă legilor de fer ale științei economice, includea în același timp în sine și riscul capitalului împrumutat. Iar acum, după ce golurile războiului au fost acoperite și activitatea generală se îndreaptă către o rentabilitate normală, începând să redea lumii sentimentul moral al valorilor muncite, acest risc sau, în termeni împrumutați din materia asigurărilor la care făceam aluzie mai sus, acest *sinistru* s'a produs și comerțul bancar, în special cel neprevăzător, își va culege acum propriile lui roade pe care le-au semănat. Căci, normal, era imposibil ca acest sinistru să nu se producă de oarece era cu neputință ca un comerciant sau industriaș să producă în mod permanent atât rentabilitatea nefirească a capitalului împrumutat (pe care istoria economiei politice o desminte, de oare ce în mod curent numai în materie de *foenus nausicum* se percepea o dobândă de peste 12%) cât și partea de câștig convenită muncii sale, din care să-și satisfacă propriile cerinți personale și de om în societate, fără a mai vorbi și de impozitele anti-economice cari în loc să mărească, dimpotrivă au diminuat sensibil rețeta Statului, sugrumând astfel tot deodată pentru viitor și posibilitățile de dezvoltare și deci de venituri fiscale ale economiei naționale.

În consecință, după cum am conchis și în lucrarea noastră despre Concordatul Preventiv, p. 50, „băncile vor suporta în acest caz propria lor lege economică ineluctabilă: dezvoltarea comerțului bancar luase, cel puțin la noi, grație inflațiunii fiduciare care dădea aparența unei deosebit de importante rentabilități a capitalului în numerar, o dezvoltare excesiv de mare, cu un caracter quasi artificial, și tocmai în această scumpete nejustificată a capitalului prin dobânzi și comisioane uzurare, pe cari comercianții nu au mai putut a le plăti când a in-

tervenit criza financiară și de consumațiune, stă însuși germenul de disoluțiune a multor instituțiuni de bancă printre cari se constată azi o vădită tendință — chiar internațională — de fuzionare pentru ca pe de o parte să repartizeze riscul pierderilor multiple datorite insolvenței comercianților, iar pe de alta să economisească cheltuielile de administrație și somptuare cari depășise în ultimul timp limita normală“. Ele nu se vor putea sustrage acestui proces economic, mai puternic de cât voința legiuitorului, căci prin condamnarea *de plano* a instituțiunii concordatului preventiv, menită să repună pe comercianți și industriași în adevărata lor capacitate de plată, nu se evită falimentul; iar economia națională, care nu este numai bancară, nu poate fi lăsată pradă falimentului care, riguros aplicat, adică fără benigna indulgență a tribunalelor, ar avea actualmente de consecință ruina morală și materială aproape a întregului comerț și a industriei producătoare române, cele mai demne de protejate.

Prin urmare, procedura concordatului preventiv de faliment, care ar fi trebuit legiferată cu mult mai devreme spre a nu se fi ajuns la această situațiune disperată, este o instituțiune absolut necesară actualiei stări economice din țara noastră, singura capabilă să limpezească situațiunea patrimonială a comercianților și industriașilor noștri *de bună credință* fără a se ajunge la falimentul general. Iar în ce privește comerțul bancar, acesta, scuturându-se de elementele fără garanții serioase, va relua desigur postul de onoare în activitatea economică națională reaşezându-se astfel pe baze reale, pe capacitatea efectivă a debitorilor, în mare majoritate comercianți și industriași, iar nu pe ficțiunea economică pe care se reazămă astăzi.

Dar și aci legiuitorul va trebui să intervină de îndată reglementând comerțul bancar, care se bazează pe economiile altora, pe cari deci trebuie să le protejeze, indemnându-le totuși spre depunerile bancare, luând asigurări serioase de ex. în favoarea depunătorilor — odată cu reorganizarea societăților comerciale și în special anonime — și de a proteja creditul bancar printr'o lege cât mai eficace privitoare la efectele de comerț și celelalte titluri circulatorii.

Cu aceste corective — plus cele fiscale, cari intră în politica generală a Statului — sperăm că economia națională va înceta — bineînțeles după o oarecare trecere de timp apreciabilă — de a mai fi o țară cu o situațiune economică și financiară excepțională.

De asemenea, în ce privește argumentul, atât de des invocat, că această lege ar fi de natură să ne desființeze creditul comercial în străinătate, este un argument de circumstanță, de oarece, pe de o parte, însăși străinătatea posedă legiului recente asupra concordatului preventiv, cum este în special legea germană din 5 Iulie 1927, iar pe de altă parte nu

numai de dragul străinătății, al cărei capital a tras și va mai trage încă mari foloase în România, vom lăsa noi comerțul român să ajungă la un faliment general în pragul căruia se află deja. Dimpotrivă, limpezindu-ne odată situațiunea economică, capitalul străin va concura *a fortiori* la exploatarea bogățiilor noastre naturale, când îl vom primi în condițiunile în cari ne convin, iar nu așa de scump cum ne este impus astăzi sub imperiul unor necesități inexorabile, și din acest punct de vedere este chiar de interes național să se ajungă la o lămurire a situațiunei comerțului român, ceiace va depinde însă nu numai de o bună aplicare a concordatului preventiv, dar și de celelalte înfăptuiri energice ale politiceii economice naționale.

IV. — Critica legii lunian asupra concordatului preventiv (date statistice)

Fără îndoială însă că, dacă instituțiunea concordatului preventiv își găsește o justificare deplină în legislațiunea română, nu este mai puțin adevărat că singurul ei scop principal trebuie să fie acela de a da comercianților onestii dar loviți *fortune injuria* puțința juridică de a se întoarce *à meilleure fortune*, fără a servi în acelaș timp ca mijloc de îmbogățire nejustificată pentru acei comercianți tentați a uza cu rea credință de beneficiul acestei instituțiuni.

Or, urmărind statistica concordatelor preventive preventate numai la Tribunalul Ilfov, se constată că, dela promulgarea legii și până la sfârșitul anului precedent, adică în interval de aproape 6 luni, s'au produs 104 cereri de concordat preventiv, a căror situațiune este următoarea :

Refrase, 12

Respinse la admiterea în principiu :

fără faliment, 5
cu " 5

Admise în principiu, 36

Respinse la omologare :

fără faliment, 5
cu " 5

Omologate, 12

Pentru neplata taxelor și cotei de 1 și 2% :

închise, 3
declaratate în fal. 4

Neadmise în principiu, 17

Reținând pe cele admise în principiu, pe cele omologate și pe cele neadmise încă în principiu, se observă că din 65 de cereri 44 au făcut ofertă de concordat de 50% ; 8 au oferit 60% ; 5 au oferit 80 % ;și 8 au oferit o cotă de 100% din totalul pasivului chirografar, adică marea majoritate a cererilor sunt la 50 %, minimul prevăzut de lege.

Ținând acum seama de importanța valorii fiecărei cereri se observă că la aceste 60 de cereri totalul activului și pasivului se prezintă astfel după cum urmează :

Omologate :

Cu 50 % : Pasiv Lei 188.469.344
Activ " 128.247.598
(eval. de exp.)

Cu 80 % : Pasiv Lei 17.850.546
Activ " 20.274.158
(eval. de exp.)
Cu 100 % : Pasiv Lei 11.113.394
Activ " 16.824.979
(eval. de exp.)

Admise în principiu

Cu 50 % : Pasiv Lei 226.766.708
Activ " 279.912.194
Cu 60 % : Pasiv Lei 52.263.259
Activ " 69.615.467
Cu 100 % : Pasiv Lei 173.239.073
Activ " 396.496.745

Neadmise încă în principiu

Cu 50 % : Pasiv Lei 750.415.773
Activ " 790.811.034
Cu 60 % : Pasiv Lei 2.081.601
Activ " 3.173.135
Cu 80 % : Pasiv Lei 892.858.268
Activ " 1.019.344.393

(inclusiv Banca Franco Română căreia i s'a admis în principiu concordatul preventiv la 16 Ian. 1930 și care a prezentat un pasiv de 875.346.612 lei și un activ de 1.005.643.163 lei).

Cu 100 % : Pasiv Lei 97.493.791
Activ " 108.718.662

La aceste cifre trebuie să se mai adauge că, în ce privește concordatele omologate, toate sunt acordate pe timp de 3 ani dela omologare, cu plăți diferit eşalonate, iar 10 din 12 sunt fără dobândă.

Iar în ce privește cele 53 concordate admise în principiu, 46 sunt cerute pe termen de 3 ani, 2 pe termen de 2 ani și jum., 3 pe termen de 2 ani și 2 pe termen de 1 an și jumătate. Pe de altă parte la 50 din 53 de cereri neomologate încă nu se oferă nici o dobândă și cea ce este demn de remarcat, este faptul că oferă dobândă tocmai acei comercianți cari solicită concordatul sută în sută.

De asemenea, ceea ce trebuie să rețină atențiunea legiuitorului, în fața campaniei de desființare a instituțiunii concordatului preventiv, este faptul că la 50 de cereri din cele 53 neomologate încă, la cari s'a putut stabili data de când solicitanții exercită comerțul, 30 din aceștia sunt comercianți dinainte de anul 1920 inclusiv, cei mai mulți dinaintea războiului, iar restul de 20 sunt comercianți după 1920 până la limita de 3 ani specificată de art. 1.

Din această sumară expunere statistică se constată, prin urmare, în medie generală, în special în ce privește cererile prin cari se oferă o cotă concordatară între 50—60 %, o vădită tendință din partea majorității comercianților, cu toate că patrimoniul lor se prezintă aproape proporționat, de a se aranja la o cotă inferioară capacității lor de plată, mai ales că cei mai mulți fac oferte pentru 3 ani fără dobândă.

Și, evident, dacă se cere un spațiu de timp atât de mare și fără dobândă pentru executarea obligațiunilor concordatate, aceasta nu se explică decât printr'o lipsă de pudoare sau de onestitate comercială, rămasă încă sub influența timpului recent, când în comerț *aparent* se câștiga ușor și atât de mult. Dar, cum în materie de moravuri comerciale, ca

și în cele sociale, *natura saltum non facit*, nu trebuie să li se impute comercianților o vină atât de mare încât, din cauza unor asemenea oferte ilegitime, să se abroge o lege utilă interesului general. Aci intervine dimpotrivă, propriul interes al creditorilor cari pot impune debitorului, prin actul de concordat, adică în adunare, să majoreze oferta și modalitățile de executarea concordatului, precum și rolul tribunalelor cari, după credința noastră, sunt în drept să aprecieze dacă oferta de concorde este *legitimă* prin raport cu posibilitățile de plată ale comercianților. În cuvântul „merită” prevăzut de art. 33 din legea dela 10 Iulie 1929, ca și în spiritul acestei legiuiri, intră, fără îndoială, și această noțiune, chestiunea rămânând deschisă doar în ce privește instanța de admitere în principiu unde legea va trebui neapărat complectată; căci este absurd ca o cerere care dela început se prezintă, prin ea însăși, ca *nelegitimă* să dea dreptul debitorului, bineînțeles dacă nu o modifică în avantajul creditorilor, la suspendarea urmăririlor individuale (art. 14.) și a cererilor de faliment (art. 40.) până la omologarea sau expirarea termenelor de atac în contra sentinței prin care se refuză omologarea, ceia ce echivalează cu un adevărat *moratoriu de fapt*.

Și, în aceste condițiuni, teama că străinătatea, care și ea aplică actualmente legea asupra concordatului preventiv, a rămas profund impresionată de ofertele de concordat făcute sub posibilitățile de plată ale comercianților, cari în bilanț arată active egale aproape cu pasivul, sau depășindu-l chiar, și totuși oferă cota minimă de 50%, — va dispărea făcând astfel loc unui echilibru moral quasi constant.

Impresiunea sensibilă a străinătății mai provine de sigur și din faptul că la noi s'au produs în scurt timp, și se vor mai produce încă, prea multe cereri de concordat: dar aceasta nu este vina legiuitorului dela 10 Iulie 1929, ci poate a celui anterior care în fața unei crize care s'a deslănțuit cu atâta furie, nu a avut sentimentul de prevedere de a veni mai devreme cu o asemenea lege care, evitând anatocismul, capitalizarea dobânzilor și a celorlalte speze acumulate în decursul câtorva ani, nu ar fi întârziat și agravat atât de mult procesul de limpezire a comerțului și industriei române. Și mai ales nu ar fi provocat atâtea falimente și moratorii inutile cari au ruinat creditul prin numărul pe cât de important pe atât de dăunător. E suficient să se cerceteze numai o ședință din cele două ședințe publice de falimente pe săptămână dela Trib. Ilfov, afară de cele declarate în camera de consiliu conform art. 697 c. cm. și prin depunerea cheilor, sau revocarea moratoriilor, — tot atât de numeroase, — pentru a se convinge oricine de dezastrul ce s'ar produce dacă judecătorii, luând litera legii în serios, ar proceda la declararea celor chemați în stare de faliment; iar aceiași situațiune există în toate centrele comerciale din țară. Astfel că, față

de *inutilitatea dovedită* a procedurii moratorului, desființată în cele mai multe State, concordatul preventiv, cu prudență aplicat, nu poate fi de cât salvator pentru economia națională.

În afară însă de aceste inconveniente de ordin pur economic, cari vor trebui corectate de viitorul legiuitor spre a evita abuzurile semnalate, precum și în afară de unele lacune sau dispozițiuni improprii de tehnică legislativă, în liniile sale generale legea asupra concordatului preventiv din 10 Iulie 1929 ni se pare de o valoare juridică și economico-socială incontestabilă.

De aceste lacune și dispozițiuni ne vom ocupa însă *infra*, făcând și cuvenitele propuneri *de lege ferenda*.

Aci vom mai releva numai că, pentru a aprecia *cognita causa* valoarea unei instituțiuni juridice de importanță economică și socială a concordatului preventiv, mai ales în împrejurări atât de defavorabile cum este actuala criză financiară care bântue întreaga țară, trebuie să-i așteptăm efectele *in timp*.

Până atunci o campanie atât de pornită nu poate fi, decât, dacă nu interesată, în orice caz... prematură!

STELIAN IONESCU

Doctor în drept
Judecător de Ședință Trib. Ilfov

(va urma)

Colaboratorul nostru, d-l Eugen Petit, Consilier la Curtea de Apel din Iași, va scrie în cursul anului 1930 o serie de articole relative la evenimentele juridice la ordinea zilei, sub titlul: „Curierul lunar”. Aceste articole, vor apare în cel din urmă număr al fiecărei luni. Primul apare în numărul de față.

Curierul luni Ianuarie

I

„Viața, Dreptul, Libertatea” de Matei Cantacuzino. *Jurisprudența română în revistele franceze. Lucrări de drept românești citate. Cursul despre succesiuni și liberalități al profesorului Traian Ionașcu. Lucrările profesorului Petre Ionescu-Muscel.*

În ultimul număr primit din „Revue trimestrielle de Droit Civil” (No. 3 pe Iulie-Septembrie 1929) este publicată o lucrare postumă a regretatului profesor ieșan Matei Cantacuzino. Sub titlul „Viața, Dreptul, Libertatea”, autorul se ocupă de problema fundamentală a dreptului, cercetând cari sunt elementele necesare armoniei lui, și ce anume loc ocupă în „totalul cunoștințelor și credințelor cărora omul caută să le smulgă secretul vieții și de la cari împrumută lumina care să-l poată conduce prin labirintul nevoilor sale, a dorințelor și necazurilor sale”. Este un studiu din domeniul filozofiei dreptului.

Revista franceză publică acest articol, însoțindu-l de următoarea notă: „Publicăm aici aceste pa-

gini, cari sunt ultimele datorite eminentului profesor dela Universitatea din Iași, ca un suprem omagiu aceluia ce a fost un colaborator al acestei reviste și unul dintre cei mai reputați juriști din țara lui“.

Intr'adevăr, primul articol al lui Matei Cantacuzino publicat în „*Revue trimestrielle de droit civil*“ relativ la persoanele morale, apăruse cu puțin timp înaintea morței autorului. Manuserisul fusese încredințat profesorului Traian Ionașcu, care îl trimise la Paris profesorului său d. Henri Capitant, membru în comitetul de direcție al revistei.

Matei Cantacuzino, la apariția articolului, a fost plăcut impresionat, și s'a hotărît a mai scrie unul, acela care apare acum, — pentru a mai mări regretele prea timpuriei sale dispariții, — acela a cari l'au cunoscut, l'au admirat și l'au iubit.

În primăvara trecută, profesorul Capitant, fiind în Iași a vizitat Palatul de justiție, întovărășit de Primul președinte d-l Volanschi, de profesorul Ionașcu și de magistrații ieșeni. Distinsul oaspete s'a oprit în fața bustului ce reprezintă înfățișarea pe care a avut-o în corpul său de o clipă sufletul de totdeauna al nemuritorului Matei Cantacuzino. După câteva cuvinte de admirație exprimate cu vădită emoție asupra frunței mari de genial eugetător și privirei de scilpitoare inteligență, minunat redată în bronz de sculptorul R. Hette, au urmat, printr'o tacită înțelegere, mai multe secunde de reculegere în deplin pioasă tăcere..

Franța, lumea civilizată, prin unul dintre cei mai iluștri reprezentanți, aduceau astfel un pios omagiu lui Matei Cantacuzino, memoriei sale și în acelaș timp gândirei românești.

* * *

Acelaș număr din „*Revue trimestrielle*“ consacra câteva pagini jurisprudenței române de drept civil, pe care o analizează distinsul profesor la Facultatea de drept din București, d. Alexandru Vălimărescu. Rând pe rând, sunt expuse ultimele faze ale jurisprudenței noastre, în comparație cu cea franceză, relativă la regimul dotal, responsabilitatea delictuală, închiriere și donațiuni.

Printre lucrările recente de drept apărute la noi, găsim citate în primul număr pe 1929 al aceleiași reviste, volumul d-lui N. G. Vrăbiescu, intitulat: „*Condițiunea juridică a copilului natural în dreptul comparat*“, iar în ultimul, studiul de filosofie a dreptului, în ce privește raporturile sale cu celelalte discipline, de M. A. Vălimărescu.

„*L'abstention fautive en droit civil et penal*“ de M. R. Cohin, cu prefața cunoscutului avocat parizian de Morò Gjafferi, face obiectul unei mențiuni speciale în bibliografia lucrărilor asúpra dreptului

civil francez, din partea profesorului René Demogue.

* * *

Aveam mai de mult timp, cursul despre „*Succesiuni și liberalități*“, predat de profesorul Traian Ionașcu, elevilor anului al 3-lea de licență la Facultatea de drept din Iași. Sunt notele luate de către doi studenți sânguitori, cari nu le-au dat la tipar decât după ce au fost corectate de tânărul lor profesor.

Am văzut multe asemenea cursuri de *maturitate*, adică date la tipar după ce au fost făcute, revăzute și adăugate, multor generații de elevi. Preferința noastră nu este însă pentru acestea, cari ajung a avea înfățișarea unui adevărat *manual*. Ori, când ai cărți ca acelea a d-lor *Planiol, Colin și Capitant, Baudry-Lacantinerie* și acum în urmă *Josserand*, precum și a altor autori de asemenea talie, este foarte greu pentru un profesor oarecare să suporte comparația, chiar la sfârșitul carierei lui.

Dăm însă toată atenția și acordăm anticilor a'iv simpatia prelegerilor cu care un tânăr profesor de talent, debutează. Cursul lui reprezintă *avântul*. În el își concentrează tot bagajul juridic adunat în anii de școală, în el își pune speranțele, cu el face — dornic de succes — primii pași pe drumul bătut de alții, cari au ajuns de mult la celalt capăt blazați și de cele mai adeseori amărâți chiar. Tinerețea în formație nu are nevoie de această atmosferă de decepții. Ea vrea sevă nouă, proaspătă, plină de speranțe și izbuzii..

Mă gândeam să răsfoiesc această carte. Am citit-o însă toată, atât mi s'a părut de interesantă și originală.

Departa de a fi, cum s'ar putea crede, un curs de drept civil francez, localizat pe modificările din codul nostru. Un studiu original, în care doctrina românească nu este neglijată și în care jurisprudența instanțelor noastre joacă rolul de căpetenie, fiind pânza pe care profesorul țese comentariile sale. Toate controversile sunt scoase în relief, iar părerea proprie a profesorului arătată hotărât. În problemele mari, cari au făcut să curgă șiroaie de cerneală, el nu ezită să „ia taurul de coarne“.

Cursul d-lui Ionașcu are o tendință practică. Dreptul este știința care evoluează cel mai mult în mediul ei ambiant, constituit din viața de toate zilele. Pentru a o pătrunde nu este nevoie de o călăuză prea idealistă, care plutește pe deasupra, departe de realitate. Aceasta va fi utilă mai târziu, pentru elevii odată pătrunși de principiile elementare. Numai lor le va fi cu putință să se avânte în regiunile principiilor generale, cari determină izvorul precum și mecanismul de funcționare

al întregii acestei discipline, făcând ceiace se numește *filosofia dreptului*.

Iată de ce suntem de părere, că asemenea cursuri de filosofie nu pot fi predate decât elevilor cari cu ajutorul cursurilor de licență au ajuns să se familiarizeze cu noțiunile de drept pozitiv. Ele ar trebui deci rezervate studenților cari urmează doctoratul.

Pentru licență însă este nevoie de idei limpezi, cari să pătrundă ușor în mintea elevilor și să-i facă a prinde dragoste de cariera ce și-au ales. Dificultățile nu vor fi evitate, pentru că ele există în realitate și juriștii nu se pot forma în afară de dânsa. Tânărul licențiat trebuie să fie pus însă în măsură a uză în mod practic de cunoștințele dobândite în facultate. Numai astfel el poate fi util altora, câștigând în acelaș timp propria lui existență.

Acestea sunt directivele generale, pe cari credem că d-l Ionașcu le are în prim rând în vedere. D-sa va izbuti de sigur să formeze astfel juriști de valoare, din cari se vor ridica avocații și magistrații de mâine. Aceștia, chiar atunci când în viitor isbutesc să aibă biblioteci bogate, conținând cărțile somităților mondiale legate luxos, vor păstra cu sfințenie în saltarul biroului, ca pe niște moaște, cele trei volume conținând cursul profesorului lor de drept civil.

Și în fiecare problemă pe care ar studia-o prin numeroasele tomuri din bibliotecă, vor sfârși întotdeauna deschizând nu fără explicabilă emoție, paginile îngălbenite, cu rândurile subliniate în nopțile de veghe când preparau licența, repetând în gând:

— „Hai să vedem, ce zice și Ionașcu!“ De cele mai adesea ori părerea acestuia va triumfa. Aceasta înseamnă că Ionașcu este un *adevărat profesor*.

Mai mare elogiu nu-i putem aduce.

* * *

Am mai avut o plăcută surpriză în vacanța aceasta de Crăciun, primind lucrările tânărului nostru penalist, d. *Petre Ionescu-Muscel*, pe care le-am cercetat cu deosebit interes.

Despre acestea ne vom ocupa însă în viitorul Curier alături de alte evenimente de actualitate în lumea juridică.

EUGEN PETIT.

NALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. I-a.

Audiența dela 28 Ianuarie 1929

Președinția D-lui OSCAR N. N'COLESCU Prim-preș.

Iancu Chitzes cu Direcția Generală a C. F. R.

Decizia No. 191*)

Intreprinderi de transport. Acte de comerț. Quasi-delicte derivând din, sunt acte de natură comercială. Aplicațiune la accidente pe C. F.

*) Dată după divergență.

Intreprinderile de transport fiind socotite prin art. 3 al. 13 c. com., ca acte obiective de comerț, — tot acte de comerț sunt și toate actele cari servesc a constitui o asemenea întreprindere, a o exploata sau lichida, deci și responsabilitatea derivând din culpa prepușilor întreprinderi în exploatarea ei.

Prin urmare, acțiunile prin cari se cer C. F. R. daune din accidente ce au loc cu ocaziunea transporturilor, sunt pricini de natură comercială.

Curtea,

Ascultând cetirea raportului făcut în cauză de d-l Consilier C. Sărățeanu, pe d-l av. S. Postelnicu în susținerea că, afacerea fiind de natură civilă, competența revine acestei Secțiuni, cum și pe d-l Procuror G-ral I. N. Stambulescu în concluziunile puse pentru reținerea pricinii la această Secțiune, care are plenitudinea de jurisdicțiune, afacerea nefiind comercială, și

Deliberând,

Asupra recursului declarat de Iancu Chitzes contra deciziunii Curței de Apel București s. II-a No. 309 din 16 Noembrie 1927 prin care, admițându-se în parte apelul declarat de Direcția Generală a Căilor Ferate Române contra sentinței Trib. Ilfov s. I-a No. 596 din 925, s'a reformat în parte acea sentință și a obligat pe zisa Direcțiune a plăti lui Iancu Chitzes suma de una sută mii lei cu titlu de daune, plus cheltueli de judecată.

Având în vedere că spre a da această soluțiune, Curtea de fond constată că în ziua de 10 Aprilie 1923 pe când recurentul împreună cu alte 2 persoane venea dela Sinaia spre București în automobilul condus de șoferul P. Bergman și tocmai voia în dreptul cantonului 28 să treacă pasajul de nivel al căilor ferate, locomotiva trenului personal No. 129 a lovit automobilul în spate, asvârlindu-l în dreapta șinelor la o distanță de 20 m. sfărâmându-l și răsturnând pe cei din automobil, din care cauză recurentul a rămas cu o infirmitate la piciorul stâng; că, Curtea de fond, deși în acest accident constată culpa șoferului, prin aceea că mergea cu mare viteză și n'a dat ascultare semnalelor făcute de cantonist să oprească, totuși în acelaș timp constată și culpa Direcțiunii C. F. R. prin aceea că bariera C. F. R. deși închisă era de lemn, ruptă și reparată, adică o bancă defectuoasă conchizând că dacă bariera ar fi fost bună, accidentul nu ar fi putut avea loc; că, bazată pe aceste fapte, Curtea constatând deci aceste împrejurări și culpa Direcției C. F. R., a pronunțat deciziunea de mai sus;

Având în vedere că la termenul de 7 Noembrie 1928, urmat în fața acestei Inalte Curți, punându-se din oficiu în discuția părților chestiunea dacă temeiul acțiunii lui Iancu Chitzes nu este quasi-delicte de natură comercială, săvârșit de Direcțiunea C. F. R., și deci judecarea acelu recurs ar fi de competența Secțiunii a III-a a acestei Inalte Curți, s'a ivit divergența de opinii în sânul acestei Secțiuni; că, potrivit art. 15 din legea sa organică complectându-se cu numărul legal de membri s'a luat din nou în dezbateri această chestiune, după ce s'a ascultat recurentul în susținerile sale și pe d-l Procuror General în concluziuni.

Având în vedere că legiuitorul prin art. 3 din codul comercial stabilește care sunt actele obiective de comerț, enumerând un număr de douăzeci acte de acest fel; că, dacă unele din ele sunt acte izolate, altele precum sunt întreprinderile, cuprind un grup complex de acte sau fapte, organizate în scopul de a desfășura o activitate economică continuă; că, dar, atunci când legiuitorul comercial în aliniatul 13 al aceluiaș articol enumeră și întreprinderile de transport ca acte

de comerț, el a înțeles a socoti ca acte obiective de comerț toate actele care servesc a constitui o asemenea întreprindere, a o exploata sau lichidă, și prin urmare ca obligațiunile de natură comercială toate obligațiunile care derivă din întreg acest complex de acte; că, dat fiind caracterul obiectiv comercial al întreprinderilor de transport, complexul de acte ce le compun și obligațiunile ce derivă din ele, păstrează caracterul comercial — chiar și atunci când titularul lor este statul, care nu poate fi nici odată comerciant.

Având în vedere că dacă acestea sunt întinderea și conținutul exact al noțiunii de întreprindere de transport, este evident că și responsabilitatea derivând din culpa, comisă de întreprindere în cursul exploatărei ei este comercială, de oarece dacă comerciale sunt obligațiunile rezultând din complexul de acte ce compun exploatarea, atunci când acele acte nu se abat de la lege, regulamente și deci nu prejudiciază pe nimănui, nu este nici o rațiune de a înceta de a fi comerciale atunci când aceleași acte sau unul din ele, s'au săvârșit în mod nesocotit încât au putut constitui o greșală, producătoare de prejudiciu.

Că așa fiind, acțiunea recurentului de astăzi având ca temei un quasi-delicț de natură comercială, și recursul este de natură comercială de competența secțiunii a III-a a acestei Inalte Curți, în baza art. din legea organică.

Pentru aceste motive, Curtea, constată că pricina dedusă în judecată prin recursul de față este de natură comercială și în consecință declină competența și trimite recursul în judecata Secțiunii a III-a a acestei Inalte Curți.

NOTA. — Inalta Curte de Casație, s. I, prin deciziunea de mai sus, a rezolvat după divergență importanta chestiune a caracterului responsabilității rezultată dintr'un delicț sau quasi-delicț comis de o întreprindere de transporturi feroviare — recte statul, — în exercițiul exploatării sale, în sensul admis azi în unanimitate de doctrina și jurisprudența italiană și franceză și anume că această responsabilitate și deci obligațiunea de a acorda despăgubiri victimei, este de natură comercială și ca atare supusă dispozițiilor codului comercial în ce privește competența, prescripția, etc.

Inalta Curte în sprijinul tezei sale, invoacă art. 3 c. com. care, între alte acte obiective de comerț, în al. 13 enumeră și întreprinderile de transport; legiuitorul, spune Curtea, a înțeles a socoti ca acte obiective de comerț, tot complexul de acte care constituiesc o asemenea întreprindere și deci sunt de natură comercială toate obligațiunile care decurg din aceste acte; așa fiind și responsabilitatea care rezultă din aceste acte este tot de natură comercială.

În cele ce urmează ne propunem a examina această chestiune în adevăratul ei aspect juridic, de oarece deciziunea de mai sus cuprinde unele inadvertențe și omisiuni care nu pot rămâne nerelevate.

Astfel: instanța face confuziune între sfera actelor obiective de comerț și sfera actelor presupuse comerciale (subiective); nu distinge între acțiunea

în daune care rezultă din violarea unei obligațiuni preexistente între comerciant și victimă, și acțiunea care rezultă din violarea unei norme generale de convență socială; în fine se pare că Inalta Curte consideră comerciale numai obligațiunile extracontractuale rezultate din activitatea unei întreprinderi, când e constant că sunt comerciale și obligațiunile rezultate din activitatea unui comerciant care exercită un comerț individual, nu prin mijlocul unei întreprinderi; ba mai mult, sunt comerciale chiar obligațiunile născute cu ocazia săvârșirii unui act obiectiv de comerț, de un necomerciant.

Inalta Curte găsește temeiul juridic al soluțiunii sale, în art. 3 c. com. ceeace, constituie o eroare, de oarece acest articol declară drept comerciale o serie de acte determinate, indiferent de persoana care le săvârșește; cu alte cuvinte, acest articol îmbracă într'o prezumție de absolută comercialitate actele enumerate sub el. Când e vorba de o întreprindere, sunt comerciale toate actele necesare realizării obiectului ei și în legătură cu acest obiect sau, după cum se exprimă Casația, toate acele acte care servesc a constitui întreprinderea, a o exploata, lichidă.

Însă ori care alte acte sau fapte comise de o întreprindere cu ocazia și din cauza exploatării ei, având la baza lor culpa sau dolul, nu mai pot intra în cadrul art. 3 c. com. de oarece aceste acte sau fapte deși sunt o consecință a activității comerciale a întreprinderii, totuși nu fac parte din obiectul strict al întreprinderii, nu au caracter obiectiv, nu intră în definiția actelor obiective de comerț, specificate în art. 3, nu li se aplică prezumția absolută de comercialitate; aceste acte și fapte ca și obligațiunile cari derivă din ele, se încadrează în sfera actelor subiective de comerț, calificate, ca atare pe baza unei prezumții relative de comercialitate, putând fi prin urmare combătută; sediul acestei activități derivată din activitatea pur comercială a întreprinderii, este în art. 4 c. com. și nu în art. 3.

Dispoziția din art. 4 a fost necesară, de oarece o întreprindere în exploatarea ei poate desfășura o activitate conținută în limitele stricte nelicite ale obiectului ei, dar mai poate comite și fapte ilicite cu ocazia exercitării exploatării, având la bază: neglijența, nepriceperea, reaua credință.

Deci activitatea unei întreprinderi se poate desvolta și pe un teren extracontractual tot așa de bine ca și pe terenul contractual, quasi-contractual sau legal, deci la un moment dat în desfășurarea activității sale, să comită un delicț sau quasi-delicț.

Însă dacă în ce privește caracterul obligațiunii de a despăgubi, rezultată din violarea culpabilă a unei obligațiuni preexistente comerciale, s'ar putea susține că este comercial socotindu-se ca făcând

parte inerentă, din activitatea comercială a întreprinderii, nu tot astfel s'ar putea susține despre culpa aquiliană comisă de o întreprindere în afară de orice idee de obligațiune sau raport juridic preexistent și prin care s'ar aduce o leziune personalității fizice sau patrimoniale a persoanei păgubite; aci, obligațiunea de a repara prejudiciul nu este reversul unei obligațiuni rezultate dintr'un contract, quasi-contract sau din lege, ci este efectul obligațiunii care incumbă oricărui din noi de a respecta integritatea persoanei și patrimoniului său, deci această obligațiune este în afară de exercitarea unui comerț, de încheierea unei convențiuni, etc.

Față de această situațiune, spre a nu supune pe comerciant la 2 legi deosebite, și spre a curma orice discuțiuni, legiuitorul a întins prezumția de comercialitate tuturor actelor și faptelor comise de comerciant cu ocazia activității sale comerciale, până la proba contrarie însă.

Însă pentru ca o operațiune sau faptă să intre sub aplicațiunea art. 4 trebuie să îndeplinească o condițiune și anume să fie ocazionată de activitatea comercială a întreprinderii, să derive din exercițiul comerțului, nu mai în modul acesta obligațiunea rezultată dintr'un delict sau quasi-delict este de natură comercială; dacă însă culpa aquiliană e independentă de activitatea comercială a întreprinderii nu e în legătură cu un act sau faptă comercială, responsabilitatea respectivă, e de natură civilă, și deci obligațiunea de a despăgubi nu intră în prevederile art. 4.

În concluziune pentru aplicarea prezumției de comercialitate din art. 4, obligațiunilor extracontractuale derivate din violarea preceptului *neminem laedere*, se va avea în vedere natura juridică a actului care dă naștere acestei obligațiuni.

Art. 4 nu se referă numai la obligațiuni rezultate din violarea contractelor ci la oricare alte obligațiuni, deci și la obligațiunile care derivă din culpa aquiliană; aceste obligațiuni care sunt o consecință a unor fapte ilicite, nu sunt comerciale prin ele însăși ci prin raport cu activitatea comercială a întreprinderii, în exercitarea căreia, întreprinderea a comis delictul sau quasi-delictul; deci ceea ce imprimă acestor acte caracterul comercial, este însăși cauza originară care a generat aceste fapte ilicite: actul de comerț din săvârșirea căruia a rezultat delictul sau quasi-delictul (1).

Inchidem cu următoarea observațiune:

Prezumția de comercialitate din art. 4 nu se aplică numai delictelor și quasi-delictelor comise de o întreprindere în activitatea sa comercială, ci și acelor comise de un comerciant care exercită un comerț individual, fără a se servi de o întreprin-

dere în înțelesul tehnic al cuvântului, căci și exercitarea comerțului unui asemenea comerciant implică un complex de acte și operațiuni cu ocazia cărora poate comite fapte ilicite, dolosive, culpabile și deci nu există nici un motiv ca actele comise de acest comerciant cu ocazia activității sale comerciale, să fie substrase aplicațiunii art. 4.

Însă spuneam la începutul acestei note că și delictul comis de un necomerciant cu ocazia unui act obiectiv izolat de comerț, este un act subiectiv de comerț, cu condițiunea însă de a se face dovada caracterului comercial al actului, cu ocazia căruia s'a comis acel delict.

E. CRISTOFORIANU

Dr. în Drept de la Roma
 Profesor-suplinitor la Academia de
 Inalte Studii Comerciale
 Avocat

INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE, S. I

Audiența dela 15 Octombrie 1928

Președinția D-lui OSCAR N. NICOLESCU Prim. Președ
 Ion N. Floroiu cu Gh. B. Chiru ș. a.
 Decizia No. 2030 *)

Copii naturali. Recunoașterea lor de către tată prin actele de naștere. Lipsă de recunoaștere din partea mamei. Căsătorie subsecventă fără legitimare. Nu există legitimitate. Art. 304 c. c.

Copii naturali recunoscuți numai de tată prin actele lor de naștere, nu dobândesc calitatea de copii legitimi, dacă nu au fost legitimați prin căsătoria subsecventă dintre acesta și mama lor, sau dacă anterior acestei căsătorii nu au fost recunoscuți și de mamă prin act autentic posterior nașterii lor.

Intr'adevăr legea prin art. 304 c. c., pentru legitimitatea acestor copii cere să existe sau o declarație expresă de legitimitate și din partea mamei anterioară căsătoriei, sau o declarație expresă făcută în actul de căsătorie; lipsind și una și alta copiii, deși recunoscuți de tată, legea nu le acordă dreptul de a fi considerați ca legitimi, — prin faptul că, posterior nașterii lor s'a anulat căsătoria între tatăl și mama lor, căsătorie care nu a făcut mențiune de legitimitatea lor.

Curtea,

Ascultând cetirea raportului făcut în cauză de d-l Const. S. Tipei, pe d-l av. N. Andrițoiu în dezvoltarea motivelor de casare pe d-l av. D. Constantineanu în combateri, cum și pe d-l Procuror g-ral I. N. Stambulescu în concluziuni pentru admiterea recursului și

Deliberând,

Asupra recursului de față;

Având în vedere sentința atacată din care rezultă că, recurentul căsătorindu-se cu fiica preotului Nițescu, i s'a constituit dotă, prin actul autenticat de Tribunalul Mușcel sub No. 2452 din 1898, un petic de pământ, însă actul dotal nu a fost transcris în registru de mutațiuni.

Că, în 1903 constituitorul dotei Preoțul Nițescu, a vândut acelaș teren lui Bucur Chiru, dela care a trecut prin moștenire în stăpânirea intimațiilor de astăzi Gheorghe și Alexandru Bucur Chiru.

Că, recurentul intentând în contra acestora acțiune

*) Dată după divergență.

1) Vezi cu privire la acțiunile extracontractuale contra C. F., lucrarea noastră „Despre contractul de transport” vol. III, No. 386, p. 156 urm.

în revendicarea terenului în discuțiune, atât jud. de Ocol, cât și Tribunalul Mușcel, ca instanță de apel, prin sentința dedusă astăzi în recurs, i-au respins ca neîndeplinită acțiunea.

Având în vedere că înaintea Tribunalului, recurentul pentru a înlătura pe intimați de la succesiunea defunctului Bucur Chiru, a susținut că, dâșii sunt copii naturali, iar nu legitimi, nefiind născuți din căsătoria legitimă și nici legitimați prin căsătorie și ca atare nu pot avea nici un titlu de proprietate asupra imobilului revendicat.

Că Tribunalul, înlătură însă această apărare a recurentului constatând în fapt, din actele de naștere ale intimaților că, dâșii au fost declarați de către Bucur Chiru la ofițerul stărei civile ca fiind născuți din concubinajul lui cu mama lor Maria Stan Micu, cu care în urmă s'a căsătorit; că, motivează Tribunalul: după dispozițiunile art. 304 c. c. legitimarea copiilor naturali se face prin căsătoria intervenită posterior între tatăl și mama lor, când ei vor fi fost recunoscuți prin actul lor de naștere;

Că, acest text nu face din declarațiunea ambilor părinți o regulă strictă și absolută, declarațiunea tatălui — zice Tribunalul — fiind suficientă și aceasta cu atât mai mult, cu cât mama nici nu este obligată prin lege a face declarația de naștere, ci tatăl; iar în lipsa lui celelalte persoane arătate de lege și, pe temeiul acestor considerațiuni respinge apărarea și în consecință și apelul recurentului reclamant.

Văzând motivul de casare astfel formulat:

„1. Exces de putere, greșită interpretare și violarea art. 304 și urm. cod. civ.

„Subsemnatul revendic peticul de pământ prevăzut în acțiune pe baza actului dotal autentificat de Trib. Muscel la No. 2452/898 și transcris la No. 115/928 în registrul de foi dotale. Contra acestui act pârâții deținători ai imobilului revendicat opun actul de cumpărătoare al decedatului Bucur Chiru zis Bucur Chirculescu transcris în registru de mutațiune la No. din 903 Trib. Muscel. Dacă pârâții intimați ar fi copii cumpărătorului Bucur Chiru atunci ultimul act de cumpărătoare deși transcris în 1903 mi-ar fi opozabil mie care am act anterior însă netranscris în registru de mutațiuni. Dar pârâții nu sunt moștenitorii lui Bucur Chiru, deci nu se pot pune la adăpostul actului lui de cumpărătoare; ei nu sunt decât fiii naturali ai lui Bucur Chiru care nu pot veni la succesiunea acestuia. Tribunalul mi-a respins apelul pe motiv că pârâții ar fi copii legitimați ai lui Bucur Chiru potrivit art. 304 cod. civ. prin recunoașterea lor de către tatăl Bucur Chiru prin actele de naștere și prin faptul căsătoriei acestuia cu soția sa în 1918. Noi socotim că sensul art. 304 cod. civ., este următorul: recunoașterea trebuie să fie atât din partea tatălui cât și din partea mamei; deci din partea ambelor părinți fie concomitent, fie nu. Or nici din actele de naștere ale părinților nici din actul de căsătorie al pretinșilor părinți nu rezultă vre-o recunoaștere din partea pretinșei mame. Din contextul art. 304 cod. civ., rezultă clar că recunoașterea trebuie să aibă loc din partea ambilor părinți. Indicarea numelui pretinșei mame făcută de tatăl în actele lor de naștere nu echivalează cu o declarație din partea mamei, căci recunoașterile sunt personale. Obiecțiunea Tribunalului că mama nu putea face prin actul de naștere declarațiunea de recunoaștere este neîntemeiată căci această declarație potrivit art. 304 cod. civ. putea s'o facă fie prin act separat după naștere, fie prin actul de căsătorie.

„Interpretând astfel art. 304 cod. civ., comite Tribunalul un exces de putere, căci îl interpretează greșit”.

Având în vedere că, potrivit art. 304 cod. civ. modificat în 1906, copii născuți sau concepuți afară din

căsătorie, vor fi legitimați prin căsătoria făcută, după naștere, între tatăl și mama lor, când aceștia îi vor fi recunoscut fie prin actul de naștere, fie prin act autentic anterior căsătoriei, fie chiar prin actul de căsătorie.

Considerând că, din aceste reguli edictate de legiilor rezultă că, chiar dacă prin actul de căsătorie subsecventă, urmată între tatăl și mama copiilor naturali, nu s'a făcut mențiune expresă de recunoașterea lor, legea tot îi consideră pe acești copii ca legitimi dacă ei au fost recunoscuți de către părinții lor prin actul de naștere, iar căsătoria părinților a avut loc posterior.

Că legea însă cere ca această recunoaștere să fie din partea ambilor părinți, personală din partea fiecăruia dintre ei, singura recunoaștere a tatălui, ori că de expresă ar fi, nu acordă copiilor beneficiul legitimației, dacă nu există și o recunoaștere personală a mamei, chiar dacă posterior a intervenit o căsătorie între tatăl declarant și mama arătată de dâșul ca atare; că, pentru cazul când recunoașterea nu s'a făcut ca ocaziunea nașterii, legea dă părinților dreptul de a-și legitima copii fie prin act autentic posterior, urmat de căsătorie, fie prin declarația expresă făcută în actul de căsătorie.

Având în vedere că, în speță nu se contestă că în actele de naștere ale intimaților, dâșii au fost recunoscuți numai de tatăl lor, iar prin actul de căsătorie urmată, nu s'a făcut declarație expresă despre legitimarea lor; că, deși tatăl a declarat la naștere că copii sunt născuți din traiul său cu Maria Stan Micu, această declarațiune nu constituie decât o recunoaștere din partea sa, nu însă și din partea mamei, care ar fi urmat să facă și ea o asemenea declarațiune spre a se putea vorbi de o recunoaștere și din partea mamei.

Că față de împrejurările de mai sus urmează să se decidă că, numai cu violarea dispozițiilor art. 304 c. civ., Tribunalul a putut hotărî că, căsătoria subsecventă dintre tatăl, ce singur a făcut recunoașterea și mama declarată de dâșul ca fiind a intimaților, le-a putut acorda beneficiul situației de copii legitimi, deși dâșii nu au fost recunoscuți prin actul de căsătorie al acestora, — astfel că, intimații, în lipsa acestor dovezi nu ar fi putut veni la succesiunea tatălui.

Că dar motivul de casare devenind fondat, recursul se admite.

Pentru aceste motive, Curtea admite recursul etc.

NOTA. — În sistemul legislațiunii noastre, maternitatea naturală prin ea însăși nu poate servi ca bază legitimării copilului prin căsătoria subsecventă a părinților, ci trebuie ca faptul material al nașterii să fie coroborat prin o manifestațiune de voința proprie și personală din partea mamei, care având caracterul unei mărturisiri sau recunoașteri de maternitate, stabilește o legătură juridică de filiațiune naturală a copilului față de mamă.

De aceea urmează că nimeni nu se poate substitui mamei pentru a face o declarațiune de maternitate cu efect legal.

În speța soluționată prin decizia mai sus reprodușă a Inaltei Curți, dată după divergență, instanța de fond a cărei hotărâre a fost casată, a

considerat ca fiind suficientă declarațiunea făcută de tatăl la ofițerul stării civile cu ocaziunea redactării actului de naștere al copilului, cum că acesta este născută din concubinajul declarantului cu mama copilului.

Inalta Curte a considerat că arătarea numelui mamei făcută de tatăl în actul de naștere al copilului nu echivalează cu o recunoaștere din partea mamei, chiar dacă posterior a intervenit o căsătorie între tatăl declarant și mama arătată de dânsul ca atare.

Interpretarea dată de Inalta Curte art. 304 cod civ., este strict juridică întrucât, din modul de redactare al textului și din caracterul limitativ al enumerățiunii pe care o cuprinde, rezultă că legiuitorul a înțeles nu numai să ceară o recunoaștere personală din partea fiecăruia dintre părinți, dar a mărginit, în acelaș timp, formele de recunoaștere, specificând că o recunoaștere în sensul legii nu poate să rezulte decât din o declarație făcută prin actul de naștere, fie prin act autentic anterior căsătoriei, fie prin actul chiar de căsătorie.

Dacă ținem seama de faptul că atât actul de naștere cât și actul de căsătorie au un caracter de autenticitate, putem zice că legiuitorul nostru a înțeles să facă din recunoașterea unui copil natural un act solemn și, deci, o recunoaștere făcută în orice altă formă sau modalitate este ineficace.

Ori care ar fi fost considerațiunile care au putut determina pe legiuitorul din 1906 ca să adopte acest sistem restrictiv, fie dorința de a asigura libertatea autorului recunoașterii, fie de a procura părților interesate un mijloc incontestabil de dovadă — cert este că din punctul de vedere al echității și al spiritului liberal care domină în legislațiunile moderne în ce privește condițiunea copiilor naturali, soluțiunea consfințită de legiuitorul nostru lasă de dorit.

Mai mult decât atât, acest sistem este contrar vechiului nostru drept. Astfel art. 216 din codul Calimach prevede că „copii născuți din nelegiuită împreunare să fie înlegiuți prin cea în urmă săvârșită căsătorie a tatălui cu mama lor“.

Nici în acest text, nici în altele nu se stabilește vreo restricțiune în ce privește dovada paternității sau a maternității naturale care, prin urmare este supusă regulilor de drept comun. De altmintrelea nici codul civil austriac nu prevede dispozițiuni restrictive în această materie, întrucât pe deoparte nu reglementează recunoașterea din partea mamei, proba maternității naturale rezultând din faptul material al nașterii, iar în ce privește proba paternității naturale, ea este presumată, conform art. 163, de îndată ce partea interesată face dovada cohabitațiunii tatălui pretins cu mama copilului în intervalul de timp considerat de legiuitor ca perioadă de concepție.

Deasemenea codul civil german, în art. 1719 și 1720, reglementând legitimarea copiilor naturali prin căsătorie subsequentă, stabilește prezumția că soțul mamei este prezumat tatăl copilului, dacă a cohabitat cu mama în cursul perioadei de concepție fără să fie nevoie de un act de recunoaștere. Deci în concepția legiuitorului german, faptul generator al legăturii de paternitate naturală este cohabitarea, nu recunoașterea. În cazul când soțul a recunoscut paternitatea prin un act public, după nașterea copilului, cohabitarea este presumată.

În codul civil german și în codul civil austriac, nu găsim dispozițiuni relative la recunoașterea maternității naturale.

În fine codul civil elvețian prin art. 258 și 259, referitoare la legitimarea copiilor naturali prin căsătorie subsequentă, după ce impune părinților naturali obligațiunea de a declara ofițerului de stare civilă, care celebrează căsătorie, copiii pe cari i-au avut înainte de căsătorie, adaugă totuși că copiii sunt legitimați chiar fără declarațiune și că această legitimare se face de drept prin căsătorie părinților. Prin art. 302 c. civil legiuitorul stabilește principiul general că filiațiunea naturală rezultă, față de mamă, din simplul fapt al nașterii.

Chiar în dreptul francez, art. 336 din codul civil, suprimat la noi, este interpretat de instanțele de fond și de Curtea de Casație, în sensul că recunoașterea făcută de către tatăl, cu arătarea mamei, poate să produsă efect juridic față de mamă. Arătarea numelui mamei de către tatăl în actul său de recunoaștere, dacă nu poate fi considerată ca o dovadă complectă a maternității naturale, totuși constituie un început de dovadă care capătă forță probantă deplină în cazul când este complectat cu mărturisirea mamei manifestată într'un mod oarecare. Nu este vorba în acest caz de o recunoaștere propriu zisă care, pentru a avea o valoare legală, trebuie să fie îmbrăcată în haina solemnă a autenticității, ci e vorba de o simplă manifestațiune de voință, care poate să rezulte nu numai dintr'un înscris oarecare emanat dela mamă, dar și din atitudinea sau tratamentul mamei față de copil și chiar din încă alte împrejurări, apreciate în mod suveran de instanțele de fond.

Este regretabil că jurisprudența noastră nu poate face operă pretoriană, căreia să-i dea o legalitate aparentă pe temeiul unui text asemănător cu acel al articolului 336 francez. Reforma legislativă, în această materie, constituie o necesitate urgentă, pentru a pune cât mai curând capăt rigoarei nejustificate aplicată de legiuitorul codului civil în ce privește mijloacele de dovadă pentru stabilirea maternității naturale.

ALEX. CERBAN

Profesor la Facultatea de Drept din București